

Crise de l'énergie : des gens vont mourir cet hiver et les mensonges accumulés sur la transition énergétique en seront largement responsables

écrit par Christine Tasin | 11 octobre 2021





Les prix du gaz et les tarifs de l'énergie en forte hausse font craindre des conséquences désastreuses pour les personnes les plus démunies lors de la période hivernale. Quels sont les mensonges et les errements qui ont pu contribuer à ce phénomène qui fragilise nos sociétés ?

Atlantico : Les prix du gaz resteront élevés pour les mois à venir face à la crise énergétique. Les conséquences vont être brutales – et fatales pour certains... Avec les inquiétudes sur la hausse des tarifs et les fortes tensions, liées à l'instabilité et à l'insécurité croissantes, sur le marché de l'énergie, la France sera-t-elle préservée ? Les

personnes les plus démunies ne risquent-elles pas d'être durement impactées ou en danger sur le plan énergétique cet hiver ?

Philippe Charlez : On assiste depuis quelques semaines à une frénésie d'articles plus noirs les uns que les autres prédisant un hiver cataclysmique avec de fréquentes coupures d'électricité et une pénurie gazière conduisant à des prix stratosphériques. Tout le monde a évidemment en tête cette crise humanitaire qui a frappé le Texas en février 2021. Le blizzard arctique s'était abattu sur le plus vaste état américain provoquant des défaillances en chaîne du réseau électrique. Plus de 200 personnes étaient mortes à la suite de pannes de courant. Mais le Texas n'est pas le seul cas récent. La Californie, la Chine et le Royaume-Uni ont aussi dernièrement été confrontés à de graves pénuries d'électricité.

Si le problème se pose réellement pour certains pays européens fortement gaziers comme l'Italie, l'Espagne ou le Royaume-Uni, la France, grâce à sa génération électrique nucléaire est beaucoup mieux protégée que ses voisins quant à de possible coupures d'électricité. En revanche, de nombreux immeubles étant aujourd'hui chauffés au gaz (le gaz représente 28% de la consommation énergétique dans l'habitat), une pénurie de gaz cet hiver pourrait avoir des conséquences catastrophiques en période de grand froid. L'Union Européenne doit donc de toute urgence sécuriser son approvisionnement gazier à court terme d'une part en discutant de façon coordonnée avec ses principaux fournisseurs par gazoduc (Algérie, Norvège et surtout Russie) mais aussi avec les producteurs de Gaz Naturel Liquéfié (Qatar, Nigéria). Compte tenu du fait que le réseau de pipe russe est exclusivement dirigé vers l'Europe (le pipe Altaï vers la Chine est en construction mais n'est pas terminé), c'est l'intérêt de Vladimir Poutine de vendre son gaz aux Européens.

Mais ce sera lui qui dictera les prix et il ne s'en privera pas. Je crains donc davantage des prix très élevés qu'une réelle pénurie. Les personnes démunies impactées se tourneront vers l'Etat qui en période de campagne électorale ne pourra rien faire d'autre que de les aider pour éviter des troubles sociaux. La dette est aujourd'hui de 120% du PIB, on n'est (malheureusement) plus à quelques pourcents près !

Quels mensonges ou mauvaises mesures adoptées par les gouvernements ont pu contribuer à ce phénomène qui fragilise nos sociétés et ses citoyens ?

Cette hausse des prix du gaz n'est en rien une fatalité. S'il existe des explications conjoncturelles (notamment la reprise faisant suite à la pandémie), les raisons sont surtout structurelles et découlent d'un déséquilibre entre l'offre et la demande amorcé fin 2014. À la suite de la révolution des pétroles et des gaz de schiste américaine, le monde avait été inondé de pétrole et de gaz ce qui avait à partir de fin 2014 provoqué une chute spectaculaire des cours du gaz et du pétrole. Comme souvent cette chute des cours a provoqué une réduction drastique des investissements dans l'exploration et le développement de nouveaux champs. De nombreux projets ont ainsi été arrêtés ou différés tandis que les grandes compagnies de services comme Halliburton et Schlumberger ont massivement licencié. Cette tendance aux sous-investissements a été amplifiée sous la pression des lobbies écologistes réclamant l'arrêt complet de tout développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers considérant que les réserves existantes couvriront la fin du pétrole et du gaz programmées selon eux en 2050. Les banques ont notamment été sommées d'arrêter tout investissement dans les hydrocarbures sous peine de voir leur image dégradée.

Or, en raisonnant de la sorte, on confond naïvement réserves et production ignorant que le déclin naturel des champs existant est de l'ordre de 4 à 6 % par an et que ce déclin est en permanence compensé grâce à la découverte, au développement puis la mise en production de nouveaux champs. Même avec une demande fortement réduite, la stratégie consistant à arrêter l'exploration et le développement des hydrocarbures est autodestructrice car elle engendrerait une réduction massive mais surtout structurelle de l'offre.

Parallèlement l'Europe, principalement poussée par l'Allemagne s'est lancée dans une stratégie quasi suicidaire consistant à développer massivement les renouvelables tout en encourageant sans le dire la sortie du nucléaire. Alors que le nucléaire est l'énergie la moins carbonée, elle n'est pas intégrée dans la taxonomie verte européenne.

Les renouvelables ayant besoin d'un support pilotable, c'est principalement au gaz que les pays européens ont fait appel pour compenser les intermittences des renouvelables. Parallèlement à la baisse de l'offre on assiste donc à un fort accroissement de la demande. Les chiffres parlent d'eux même. Malgré des investissements colossaux dans les ENR (4000 milliards de dollars dans le monde depuis le début du siècle), ces derniers ne contribuent que pour 20% à l'accroissement de la demande électrique alors que les fossiles (charbon + gaz) y contribuent pour près de 75%. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas qu'européen. La Chine qui veut sortir du charbon a aussi fortement accru sa demande gazière.

L'accroissement de la demande de gaz pour soutenir les renouvelables et la réduction de l'offre par suite du déclin des investissements gaziers mondiaux ne pouvaient conduire qu'à une extrême tension des marchés européens et asiatiques et provoquer une flambée des cours. Une flambée face à laquelle les US sont protégés grâce à leur indépendance gazière : alors que les prix sur les marchés européen et asiatique dépassent aujourd'hui les 20\$/MBTU le Henry Hub [\[1\]](#) est resté sous les 5\$/MBTU.

Faire croire aux européens que les renouvelables

résoudraient la problématique climatique et fournirait une énergie pas chère résulte donc d'un double mensonge : il faut intégrer dans le prix des renouvelables le prix du gaz indispensable pour les soutenir en cas d'intermittence. Et l'avenir n'est pas rose quand on sait que certains pays comme la Belgique a promis à ses écologistes de sortir du nucléaire qui représente aujourd'hui 50% de sa génération électrique.

Alors que le chemin est long pour la transition écologique et face aux industries polluantes, comment concilier une énergie vitale et saine pour l'environnement malgré les dogmes sur le climat ?

La [croissance verte est une dangereuse utopie que je dénonce dans mon nouvel ouvrage qui sort lundi 12 octobre](#). Si nous persistons dans notre stratégie actuelle nous convergerons progressivement vers la société de pénurie et de pauvreté que prônent les verts. Imaginez une « société de blackout » où les respirateurs s'arrêtent au gré du vent ou du soleil ! La transition énergétique reposant sur un déplacement des énergies fossiles vers l'électricité, cette électricité ne peut reposer sur les renouvelables seuls. Ces derniers pouvant difficilement dépasser (hors hydroélectricité) 30% du mix, ils devront être soutenus par des sources pilotables. Éliminant le charbon ces sources ne peuvent être que le gaz ou le nucléaire. À moyen terme, l'Europe doit donc à la fois renforcer sa génération nucléaire mais aussi sécuriser son approvisionnement gazier notamment pour faire face à la menace de la Chine. Souhaitant sortir progressivement du charbon, la Chine aura besoin de beaucoup de gaz dans le futur. Si aujourd'hui ce gaz provient surtout du Qatar, d'Australie et de Malaisie sous forme de GNL, la finalisation du pipe Altaï (entrée ouest) puis peut être de celui Force de Sibérie

(entrée est) vont ouvrir le marché Russe (aujourd'hui presque'exclusivement réservé aux Européens) aux Chinois. Les européens doivent donc impérativement se rapprocher diplomatiquement de la Russie en levant notamment les sanctions dictées par les américains. L'Europe doit peut-être aussi repenser à relancer sa propre production gazière : a 20 \$/MBTU, le développement des gaz de schistes devient en Europe parfaitement rentable.

Philippe Charlez

[1] Le Henry Hub est le nom du gaz sur le spot américain
<https://atlantico.fr/article/decryptage/crise-de-l-energie-des-gens-vont-mourir-cet-hiver-et-les-mensonges-accumules-sur-la-transition-energetique-en-seront-largement-responsables-tarifs-cout-inegalites-dangers-risques-factures-philippe-charlez>